

No. 42126

**Federal Republic of Germany
and
Cameroon**

Agreement between the Government of the United Republic of Cameroon and the Government of the Federal Republic of Germany concerning technical cooperation. Yaounde, 19 July 1980

Entry into force: *14 May 1981 by notification, in accordance with article 8*

Authentic texts: *French and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 1 December 2005*

**République fédérale d'Allemagne
et
Cameroun**

Accord de coopération technique entre le Gouvernement de la République Unie du Cameroun et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Yaoundé, 19 juillet 1980

Entrée en vigueur : *14 mai 1981 par notification, conformément à l'article 8*

Textes authentiques : *français et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Allemagne, 1er décembre 2005*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN ET LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Le Gouvernement de la République Unie du Cameroun et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne,

Sur la base des relations amicales existant entre les deux pays et leurs peuples,

Considérant leur intérêt commun à l'encouragement du progrès économique et social de leurs pays et leurs peuples et

Désireux d'approfondir leurs relations par une coopération technique entre partenaires,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

(1) Les Parties contractantes coopéreront en vue d'encourager le développement économique et social de leurs peuples.

(2) Le présent Accord expose les conditions de base de la coopération technique entre les Parties contractantes. Les Parties contractantes pourront conclure des arrangements complémentaires relatifs à des projets particuliers de coopération technique (dénommés ci-après "arrangements de projet").

Toutefois chaque Partie contractante restera entièrement responsable, dans son pays, des projets de coopération technique. Les arrangements de projet définiront la conception commune du projet, à savoir notamment ses objectifs, les prestations des Parties contractantes, les tâches et la position, sur le plan de l'organisation, des personnes participant au projet ainsi que le calendrier du projet.

Article 2

(1) Les arrangements de projet pourront prévoir l'assistance par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne dans les domaines suivants :

- a) centres de formation, de consultation, de recherche et autres en République Unie du Cameroun;
- b) établissements de plans, d'études et d'expertises;
- c) autres domaines de coopération sur lesquels les Parties contractantes se seront mises d'accord.

(2) L'assistance pourra être apportée

- a) en envoyant des experts tels que moniteurs, conseillers, spécialistes, personnel scientifique et technique, assistants de projet et personnel auxiliaire; tout le personnel envoyé par ordre du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sera dénommé ci-après "experts envoyés";

- b) en fournissant du matériel et des équipements (dénommés ci-après "matériel");
- c) en assumant la formation et le perfectionnement de personnel camerounais technique et de cadres ainsi que de scientifiques en République Unie du Cameroun, en République fédérale d'Allemagne ou dans un autre pays;
- d) de toute autre façon appropriée.

(3) Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne assumera à ses frais pour les projets en question, les prestations suivantes s'il n'en est pas disposé autrement dans les arrangements de projet:

- a) rémunération des experts envoyés;
- b) logement des experts envoyés et des membres de leur famille, pour autant que les experts envoyés n'en assument pas eux-mêmes les frais;
- c) voyages de service effectués par les experts envoyés, à l'intérieur et à l'extérieur de la République Unie du Cameroun, pour lesquels après consultation avec la Partie camerounaise, la Partie allemande aura pris l'initiative et dont les modalités auront été harmonisées entre les deux Parties;
- d) fourniture du matériel mentionné à l'alinéa b du paragraphe 2 ci-dessus.
- e) transport et assurance du matériel mentionné à l'alinéa b du paragraphe 2 ci-dessus jusqu'au lieu d'implantation du projet, exception faite des droits, taxes et frais d'entreposage mentionnée à l'alinéa b de l'article 3 ci-dessous;
- f) formation et perfectionnement de personnel camerounais technique et de cadres ainsi que de scientifiques, conformément aux directives allemandes applicables en la matière.

(4) S'il n'en est pas disposé autrement dans les arrangements de projet, le matériel fourni par ordre du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne deviendra propriété de la République Unie du Cameroun à son arrivée en République Unie du Cameroun; le matériel sera mis à la disposition du projet en question et des experts envoyés pour l'accomplissement de leurs tâches suivant les modalités et précisions à définir dans le cadre des arrangements de projet ou de protocoles particuliers.

(5) Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République Unie du Cameroun désigneront, dans l'arrangement de projet, les organismes de patronages, organisations ou services qu'ils entendent charger de la réalisation des mesures prévues dans le cadre du projet respectif. Les organismes, organisations ou services mandatés par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne seront dénommés ci-après "services exécutants".

Article 3

Le Gouvernement de la République Unie du Cameroun assumera les prestations suivantes:

- a) Il fournira à ses frais, pour les projets en République Unie du Cameroun, les terrains et bâtiments nécessaires, y compris leur équipement, pour autant que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ne le fournisse pas à ses frais;

b) il exemptera le matériel fourni par la République fédérale d'Allemagne pour les différents projets des frais d'entreposage découlant du régime de dédouanement et de tous droits et taxes publiques perçus à l'entrée des marchandises en République Unie du Cameroun. Pour l'application de ces exemptions, tous les matériels entrant directement dans l'exécution du projet feront l'objet de listes préalables déposées auprès des Services camerounais compétents. Il délivrera gratuitement les licences d'importation de ce matériel et veillera à son dédouanement immédiat. Les exemptions susmentionnées s'appliqueront également, sur demande du service exécutant, au matériel acheté en République Unie du Cameroun sous réserve que ce matériel figure sur les listes convenues;

c) il assumera les frais de fonctionnement et d'entretien afférents aux projets en question s'il n'en est pas disposé autrement dans les arrangements de projet;

d) il fournira, à ses frais, les experts ainsi que le personnel auxiliaire camerounais nécessaires dans chaque cas; les arrangements de projet devront prévoir un calendrier à cet effet;

e) il veillera à ce que les fonctions des experts envoyés soient assumées dès que possible par des experts camerounais. Dans la mesure où ces experts recevront, dans le cadre du présent Accord, une formation ou un perfectionnement en République Unie du Cameroun, en République fédérale d'Allemagne ou dans un autre pays, il désignera, en accord avec la mission allemande à l'étranger ou avec les experts nommés par celle-ci, en temps utile et en nombre suffisant, des candidats destinés à recevoir cette formation ou ce perfectionnement. Il ne désignera que des candidats qui se seront engagés envers lui à exercer, une fois leur formation ou leur perfectionnement terminé, leurs activités dans le cadre du projet en question aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour en assurer la poursuite.

Au cas du rappel d'un expert camerounais, le Gouvernement de la République Unie du Cameroun veillera suffisamment tôt à ce que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne en soit informé dès que possible. Le Gouvernement de la République Unie du Cameroun remplacera aussi tôt que possible un expert rappelé.

f) il délivrera des équivalences des diplômes aux étudiants ayant reçu une formation ou un perfectionnement dans le cadre du présent Accord;

g) il accordera aux experts envoyés tout l'appui nécessaire à l'accomplissement des tâches qui leur ont été dévoluee et mettra à leur disposition toute la documentation utile;

h) il veillera à ce que les prestations nécessaires à la réalisation des projets soient fournies dans les délais prévus, dans la mesure où elles ne sont pas assumées par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne aux termes des arrangements de projet;

i) il assumera à ses frais les charges résultants de mission, confié à l'intérieur ou à l'extérieur de la République Unie du Cameroun aux experts envoyés conformément à la réglementation camerounaise en vigueur;

j) il veillera à ce que tous les services camerounais intervenant dans l'exécution du présent Accord et des arrangements de projet soient informés, en temps utile et de façon détaillée, de leur contenu.

Article 4

(1) Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne veillera à ce que les experts envoyés soient tenus

- a) de contribuer de leur mieux, dans le cadre des arrangements conclus sur leur travail, à atteindre les buts énoncés au présent Accord et aux arrangements de projet;
- b) de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la République Unie du Cameroun;
- c) d'observer les lois en vigueur en République Unie du Cameroun et de respecter les us et coutumes du pays;
- d) de n'exercer aucune activité lucrative autre que celle dont ils ont été chargés;
- e) de coopérer dans un esprit de confiance avec les services officiels de la République Unie du Cameroun;
- f) d'observer le secret professionnel.

(2) Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne veillera à ce que l'approbation du Gouvernement de la République Unie du Cameroun soit acquise avant l'envoi d'un expert. Le service exécutant fera parvenir au Gouvernement de la République Unie du Cameroun le curriculum vitae de l'expert qu'il a retenu en l'invitant à donner son approbation à l'envoi de ce dernier. Si le Gouvernement de la République Unie du Cameroun n'a pas fait connaître son avis dans un délai de deux mois à compter de la date de notification au Gouvernement camerounais, l'approbation sera considérée comme acquise.

(3) Le rappel d'un expert par la République d'Allemagne dans l'intérêt de la coopération entre partenaires ne devra avoir lieu que d'un commun accord. Toutefois en cas de faute lourde, l'expert peut être remis à la disposition du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

Cette mesure fait l'objet d'une notification à la représentation allemande à Yaoundé. Les raisons de cette décision sont communiquées à celle-ci dans la forme que le Gouvernement de la République Unie du Cameroun jugera la plus appropriée. Dans l'un comme l'autre des deux cas, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne s'efforcera de faire dès que possible des propositions de remplacement.

Article 5

(1) Le Gouvernement de la République Unie du Cameroun assurera la protection de la personne et des biens des experts envoyés ainsi que des membres de leur famille faisant partie de leur ménage. Cela implique qu'il répondra, à la place des experts envoyés, des dommages causés par ces derniers en connexion avec l'exécution d'une tâche qui leur a été dévolue en vertu du présent Accord, à cet égard,

- a) sauf en cas de faute lourde intentionnelle ou de négligence grave, toute revendication à l'encontre des experts envoyés sera exclue et un droit à remboursement quelle que soit sa base juridique, ne pourra être invoqué par la République Unie du Cameroun à leur encontre;

- b) sauf en cas de violation manifeste de la loi pénale, le Gouvernement de la République Unie du Cameroun exemptera les personnes mentionnées à la première phrase du présent paragraphe de toute arrestation ou détention ayant trait aidée actes ou omissions, y compris leurs paroles et écrits, en connexion avec l'exécution d'une tâche qui leur a été dévolue en vertu du présent Accord. En cas d'arrestation ou de détention, les modalités de libération sont fixées par consultation des Gouvernements de la République Unie du Cameroun et de la République fédérale d'Allemagne;
- c) il accordera à tout moment aux experts envoyés l'entrée et la sortie libres du Cameroun.
- (2) le Gouvernement de la République Unie du Cameroun
- a) ne percevra pas d'impôts ou autres taxes publiques sur les émoluments qui, prélevés sur les fonds du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, seront versés aux experts envoyés pour des prestations fournies dans le cadre du présent Accord; il en sera de même pour les versements effectués pour le compte du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne à des entreprises chargées de réaliser des mesures d'assistance dans le cadre du présent Accord;
- b) autorisera les personnes mentionnées à la 1ère phrase du paragraphe 1 ci-dessus, à importer et à exporter en franchise des droits et taxes et sans caution, pendant la durée de leur séjour, les objets destinés à leur usage personnel, parmi lesquels peuvent également figurer par ménage, un véhicule automobile, un réfrigérateur, un congélateur, une machine à laver, une cuisinière, un poste de radiodiffusion, un téléviseur, un tourne-disque, un magnétophone, des appareils électriques d'usage courant ainsi que, par personne, une installation de climatisation, un appareil de chauffage, un ventilateur et un équipement photographique et cinématographique; la durée de la période de franchise est de 6 mois à compter de la date d'engagement définitif de l'expert envoyé. L'importation et l'exportation en franchise des droits et taxes et sans caution, d'objet de remplacement seront également autorisées sur demande justifiée de l'expert envoyé si les objets importés sont devenus inutilisables ou ont disparu;
- c) autorisera les personnes mentionnées à la 1ère phrase du paragraphe 1 ci-dessus à importer, dans le cadre de leurs besoins personnels, des médicaments, produits alimentaires, boissons et autres articles de consommation; tous ces produits sont sujets aux droits et taxes d'importation;
- d) délivrera aux personnes mentionnées à la 1ère phase du paragraphe 1 ci-dessus, en franchise et sans caution, les visas ainsi que les permis de travail et de séjour nécessaires.

Article 6

Le présent Accord s'appliquera également aux projets de coopération technique des Parties contractantes déjà en cours lors de son entrée en vigueur.

Article 7

Le présent Accord s'appliquera également au Land de Berlin sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne au Gouvernement de la République Unie du Cameroun dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 8

(1) Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République Unie du Cameroun s'informeront mutuellement que sur leur plan national respectif, les conditions nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord auront été remplies.

(2) Le présent Accord est conclu pour une période de cinq ans. Il sera ensuite prolongé d'année en année, à moins d'être dénoncé par écrit par l'une des Parties contractantes trois mois avant la fin de la période respective.

(3) Après l'expiration du présent Accord, ses dispositions resteront applicables aux projets de coopération technique déjà en cours.

(4) L'entrée en vigueur du présent Accord entraînera l'abrogation de l'Accord de coopération économique et technique du 29 juin 1962.

Fait à Yaoundé le 19.7.80 en double exemplaire en langues française et allemande, chacun des deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Unie du Cameroun :

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

Abkommen zwischen der Regierung der
Bundesrepublik Deutschland
und der Regierung der Vereinigten Republik Kamerun
über Technische Zusammenarbeit

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
die Regierung der Vereinigten Republik Kamerun -

auf der Grundlage der zwischen beiden Staaten und ihren Völkern bestehenden freundschaftlichen Beziehungen,

in Anbetracht ihres gemeinsamen Interesses an der Förderung des wirtschaftlichen und sozialen Fortschritts ihrer Staaten und Völker und

in dem Wunsch, die Beziehungen durch partnerschaftliche technische Zusammenarbeit zu vertiefen -

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

(1) Die Vertragsparteien arbeiten zur Förderung der wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung ihrer Völker zusammen.

(2) Dieses Abkommen beschreibt die Rahmenbedingungen für die Technische Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien. Die Vertragsparteien können ergänzende Übereinkünfte über einzelne Vorhaben der Technischen Zusammenarbeit (im folgenden als "Projektvereinbarungen" bezeichnet) schliessen. Dabei bleibt jede Vertragspartei für die Vorhaben der Technischen Zusammenarbeit in ihrem Land selbst verantwortlich. In den Projektvereinbarungen wird die gemeinsame Konzeption des Vorhabens festgelegt, wozu insbesondere sein Ziel, die Leistungen der Vertragsparteien, Aufgaben und organisatorische Stellung der Beteiligten und der zeitliche Ablauf gehören.

Artikel 2

(1) Die Projektvereinbarungen können eine Förderung durch die Regierung der Bundesrepublik Deutschland in folgenden Bereichen vorsehen:

- a) Ausbildungs-, Beratungs-, Forschungs- und sonstige Einrichtungen in der Vereinigten Republik Kamerun;
- b) Erstellung von Planungen, Studien und Gutachten;
- c) andere Bereiche der Zusammenarbeit, auf die sich die Vertragsparteien einigen.

(2) Die Förderung kann erfolgen

- a) durch Entsendung von Fachkräften wie Ausbildern, Beratern, Gutachtern, Sachverständigen, wissenschaftlichen und technischem Personal, Projektassistenten und Hilfskräften; das gesamte im Auftrag der Regierung der Bundesrepublik Deutschland entsandte Personal wird im folgenden als "entsandte Fachkräfte" bezeichnet;
- b) durch Lieferung von Material und Ausrüstung (im folgenden als "Material" bezeichnet);
- c) durch Aus- und Fortbildung von kamerunischen Fach- und Führungskräften und Wissenschaftlern in der Vereinigten Republik Kamerun, in der Bundesrepublik Deutschland oder in anderen Ländern;
- d) in anderer geeigneter Weise.

(3) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland übernimmt für die von ihr geförderten Vorhaben auf ihre Kosten folgende Leistungen, soweit die Projektvereinbarungen nicht etwas Abweichendes vorsehen:

- a) Vergütungen für die entsandten Fachkräfte;
- b) Unterbringung der entsandten Fachkräfte und ihrer Familienmitglieder, soweit nicht die entsandten Fachkräfte die Kosten tragen;
- c) Dienstreisen der entsandten Fachkräfte innerhalb und ausserhalb der Vereinigten Republik Kamerun, die die deutsche Seite nach Konsultation mit der kamerunischen Seite angeregt hat und über deren Bedingungen sich beide Seiten abgestimmt haben;

- d) Beschaffung des in Absatz 2 Buchstabe b genannten Materials;
- e) Transport und Versicherung des in Absatz 2 Buchstabe b genannten Materials bis zum Standort der Vorhaben; hiervon ausgenommen sind die in Artikel 3 Buchstabe b genannten Zölle, Abgaben und Lagergebühren;
- f) Aus- und Fortbildung von kamerunischen Fach- und Führungskräften und Wissenschaftlern entsprechend den jeweils geltenden deutschen Richtlinien.

(4) Soweit die Projektvereinbarungen nicht etwas Abweichendes vorsehen, geht das im Auftrag der Regierung der Bundesrepublik Deutschland für die Vorhaben gelieferte Material bei seinem Eintreffen in der Vereinigten Republik Kamerun in das Eigentum der Vereinigten Republik Kamerun über; das Material wird dem geförderten Vorhaben und den entsandten Fachkräften entsprechend den Bestimmungen und Angaben in den Projektvereinbarungen oder besonderen Protokollen für ihre Aufgaben zur Verfügung gestellt.

(5) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland und die Regierung der Vereinigten Republik Kamerun bestimmen in der Projektvereinbarung, welche Träger, Organisationen oder Stellen sie mit der Durchführung der Massnahmen für das jeweilige Vorhaben beauftragen. Die von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland beauftragten Träger, Organisationen oder Stellen werden im folgenden als "durchführende Stellen" bezeichnet.

Artikel 3

Leistungen der Regierung der Vereinigten Republik Kamerun:

Sie

- a) stellt auf ihre Kosten für die Vorhaben in der Vereinigten Republik Kamerun die erforderlichen Grundstücke und Gebäude einschliesslich deren Einrichtung zur Verfügung, soweit nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland auf ihre Kosten die Einrichtung liefert;

- b) befreit das im Auftrag der Bundesrepublik Deutschland für die Vorhaben gelieferte Material von den sich aus dem Entzollungsverfahren ergebenden Lagergebühren sowie allen bei der Einfuhr der Waren in die Vereinigte Republik Kamerun erhobenen Zöllen und öffentlichen Abgaben. Für die Geltendmachung dieser Befreiungen ist das gesamte unmittelbar für die Durchführung des Vorhabens eingeführte Material zuvor in Listen zusammenzustellen, die bei den zuständigen kamerunischen Stellen hinterlegt werden. Sie erteilt kostenfrei die Lizenzen zur Einfuhr dieses Materials und stellt sicher, dass es unverzüglich entzollt wird. Die vorstehenden Befreiungen gelten auf Antrag der durchführenden Stelle auch für in der Vereinigten Republik Kamerun beschafftes Material mit der Massgabe, dass dieses Material in den vereinbarten Listen aufgeführt wird;
- c) trägt die Betriebs- und Instandhaltungskosten für die Vorhaben, soweit die Projektvereinbarungen nichts Abweichendes vorsehen;
- d) stellt auf ihre Kosten die jeweils erforderlichen kamerunischen Fach- und Hilfskräfte zur Verfügung; in den Projektvereinbarungen soll ein Zeitplan hierfür festgelegt werden;
- e) sorgt dafür, dass die Aufgaben der entsandten Fachkräfte so bald wie möglich durch kamerunische Fachkräfte fortgeführt werden. Soweit diese Fachkräfte im Rahmen dieses Abkommens in der Vereinigten Republik Kamerun, in der Bundesrepublik Deutschland oder in einem anderen Land aus- oder fortgebildet werden, benennt sie rechtzeitig unter Beteiligung der deutschen Auslandsvertretung oder der von dieser benannten Fachkräfte genügend Bewerber für diese Aus- oder Fortbildung. Sie benennt nur solche Bewerber, die sich ihr gegenüber verpflichtet haben, nach ihrer Aus- oder Fortbildung so lange an dem jeweiligen Vorhaben tätig zu sein, dass dessen Fortführung gewährleistet ist.

Wird eine kamerunische Fachkraft abberufen, so wird die Regierung der Vereinigten Republik Kamerun rechtzeitig dafür sorgen, dass die Regierung der Bundesrepublik Deutschland so früh wie möglich davon unterrichtet wird. Die Regierung der Vereinigten Republik Kamerun wird eine abberufene Fachkraft so bald wie möglich ersetzen;

- f) stellt den im Rahmen dieses Abkommens aus- oder fortgebildeten Personen Zeugnisäquivalenzen aus;
- g) gewährt den entsandten Fachkräften jede Unterstützung bei der Durchführung der ihnen übertragenen Aufgaben und stellt ihnen alle erforderlichen Unterlagen zur Verfügung;
- h) stellt sicher, dass die zur Durchführung der Vorhaben erforderlichen Leistungen fristgerecht erbracht werden, soweit diese nicht von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland nach den Projektvereinbarungen übernommen werden;
- i) übernimmt die Kosten, die sich aus einem den entsandten Fachkräften entsprechend der geltenden kamerunischen Regelung erteilten Auftrag innerhalb oder ausserhalb der Vereinigten Republik Kamerun ergeben;
- j) stellt sicher, dass alle mit der Durchführung dieses Abkommens und der Projektvereinbarungen befassten kamerunischen Stellen rechtzeitig und umfassend über deren Inhalt unterrichtet werden.

Artikel 4

(1) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland sorgt dafür, dass die entsandten Fachkräfte verpflichtet werden,

- a) nach besten Kräften im Rahmen der über ihre Arbeit getroffenen Vereinbarungen zur Erreichung der in diesem Abkommen und in den Projektvereinbarungen festgelegten Zielen beizutragen;

- b) sich nicht in die inneren Angelegenheiten der Vereinigten Republik Kamerun einzumischen;
- c) die Gesetze der Vereinigten Republik Kamerun zu befolgen und Sitten und Gebräuche des Landes zu achten;
- d) keine andere wirtschaftliche Tätigkeit als die auszuüben, mit der sie beauftragt sind;
- e) mit den amtlichen Stellen der Vereinigten Republik Kamerun vertrauensvoll zusammenzuarbeiten;
- f) das Berufsgeheimnis zu wahren.

(2) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland sorgt dafür, dass vor Entsendung einer Fachkraft die Zustimmung der Regierung der Vereinigten Republik Kamerun eingeholt wird. Die durchführende Stelle bittet die Regierung der Vereinigten Republik Kamerun unter Übersendung des Lebenslaufs um Zustimmung zur Entsendung der von ihr ausgewählten Fachkraft. Geht innerhalb von zwei Monaten nach der Mitteilung an die kamerunische Regierung keine Stellungnahme der Regierung der Vereinigten Republik Kamerun ein, so gilt dies als Zustimmung.

(3) Im Interesse der partnerschaftlichen Zusammenarbeit darf eine Fachkraft von der Bundesrepublik Deutschland nur im gegenseitigen Einverständnis abberufen werden. Im Falle eines schweren Vergehens kann die Fachkraft jedoch der Regierung der Bundesrepublik Deutschland überstellt werden. Diese Massnahme muss der deutschen Vertretung in Jaunde notifiziert werden. Die Gründe für diese Entscheidung werden dieser von der Regierung der Vereinigten Republik Kamerun in der Form mitgeteilt, die sie für angemessen erachtet.

In beiden Fällen wird sich die Regierung der Bundesrepublik Deutschland bemühen, sobald wie möglich einen Ersatz für diese Fachkraft vorzuschlagen.

Artikel 5

(1) Die Regierung der Vereinigten Republik Kamerun gewährleistet den Schutz der Person und des Eigentums der entsandten Fachkräfte und der zu ihrem Haushalt gehörenden Familienmitglieder. Hierzu gehört, dass sie an Stelle der entsandten Fachkräfte für Schäden haftet, die diese im Zusammenhang mit der Durchführung einer ihnen nach diesem Abkommen übertragenen Aufgabe verursachen, insoweit

- a) ist - ausser bei schwerem vorsätzlichem Verschulden oder grober Fahrlässigkeit - jede Inanspruchnahme der entsandten Fachkräfte ausgeschlossen und kann ein Erstattungsanspruch, auf welcher Rechtsgrundlage er auch beruht, von der Vereinigten Republik Kamerun gegen die entsandten Fachkräfte nicht geltend gemacht werden;
- b) befreit die Regierung der Vereinigten Republik Kamerun - ausser im Falle einer offenkundigen Verletzung des Strafgesetzes - die in Satz 1 genannten Personen von jeder Festnahme oder Haft in Bezug auf Handlungen oder Unterlassungen einschliesslich ihrer mündlichen und schriftlichen Äusserungen, die im Zusammenhang mit der Durchführung einer ihnen nach diesem Abkommen übertragenen Aufgabe stehen. Im Falle einer Festnahme oder Haft werden die Freilassungsbedingungen durch Konsultationen zwischen der Regierung der Vereinigten Republik Kamerun und der Regierung der Bundesrepublik Deutschland festgelegt;
- c) gewährt sie den entsandten Fachkräften jederzeit die ungehinderte Ein- und Ausreise nach bzw. aus Kamerun.

(2) Die Regierung der Vereinigten Republik Kamerun

- a) erhebt von den aus Mitteln der Regierung der Bundesrepublik Deutschland an entsandte Fachkräfte für Leistungen im Rahmen dieses Abkommens gezahlten Vergütungen keine Steuern und sonstigen öffentlichen Abgaben; das gleiche gilt für Vergütungen an Firmen, die im Auftrag der Regierung der Bundesrepublik Deutschland Förderungsmaßnahmen im Rahmen dieses Abkommens durchführen;

- b) gestattet den in Absatz 1 Satz 1 genannten Personen während der Dauer ihres Aufenthalts die zoll-, abgaben- und kautionsfreie Einfuhr und Ausfuhr der zu ihrem eigenen Gebrauch bestimmten Gegenstände; dazu gehören auch je Haushalt ein Kraftfahrzeug, ein Kühlschrank, eine Tiefkühltruhe, eine Waschmaschine, ein Herd, ein Rundfunkgerät, ein Fernsehgerät, ein Plattenspieler, ein Tonbandgerät, kleinere Elektrogeräte sowie je Person ein Klimagerät, ein Heizgerät, ein Ventilator und eine Foto- und Filmausrüstung; die Abgabenbefreiung gilt für die Dauer von 6 Monaten nach der endgültigen Einstellung der entsandten Fachkraft. Die zoll-, abgaben- und kautionsfreie Einfuhr und Ausfuhr von Ersatzgegenständen wird auf begründeten Antrag der Fachkraft ebenfalls gestattet, wenn die eingeführten Gegenstände unbrauchbar geworden oder abhanden gekommen sind;
- c) gestattet den in Absatz 1 Satz 1 genannten Personen die Einfuhr von Medikamenten, Lebensmitteln, Getränken und anderen Verbrauchsartikeln im Rahmen ihres persönlichen Bedarfs; alle diese Erzeugnisse unterliegen den Einfuhrzöllen und -abgaben;
- d) erteilt den in Absatz 1 Satz 1 genannten Personen gebühren- und kautionsfrei die erforderlichen Sichtvermerke, Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigungen.

Artikel 6

Dieses Abkommen gilt auch für die bei seinem Inkrafttreten bereits begonnenen Vorhaben der Technischen Zusammenarbeit der Vertragsparteien.

Artikel 7

Dieses Abkommen gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung der Vereinigten Republik Kamerun innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten des Abkommens eine gegenteilige Erklärung abgibt.

Artikel 8

(1) Dieses Abkommen tritt an dem Tag in Kraft, an dem die Regierung der Bundesrepublik Deutschland und die Regierung der Vereinigten Republik Kamerun einander mitgeteilt haben, dass die erforderlichen innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten des Abkommens erfüllt sind.

(2) Das Abkommen gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren. Es verlängert sich danach jeweils um ein Jahr, es sei denn, dass eine der Vertragsparteien es drei Monate vor Ablauf des jeweiligen Zeitabschnitts schriftlich kündigt.

(3) Nach Ablauf dieses Abkommens gelten seine Bestimmungen für die begonnenen Vorhaben der Technischen Zusammenarbeit weiter.

(4) Das Abkommen vom 29. Juni 1962 über wirtschaftliche und technische Zusammenarbeit tritt mit Inkrafttreten dieses Abkommens ausser Kraft.

GESCHEHEN ZU *Yaounde* am *10. Juli 1980*
in zwei Urschriften, jede in deutscher und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermassen verbindlich ist.

Für die Regierung der
Bundesrepublik Deutschland

Für die Regierung der
Vereinigten Republik Kamerun

H. H. W. ...

[Signature]

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED
REPUBLIC OF CAMEROON AND THE GOVERNMENT OF THE
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY CONCERNING TECHNICAL
COOPERATION

The Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the United Republic of Cameroon,

On the basis of the friendly relations existing between the two States and their peoples,

Considering their common interest in promoting the technical and economic development of their States and their peoples, and

Desiring to intensify their relationship through technical cooperation as between partners,

Have agreed as follows:

Article 1

1. The Contracting Parties shall cooperate with the view to encouraging the economic and social development of their peoples.

2. This Agreement lays down the basic conditions for technical cooperation between the Contracting Parties. The Contracting Parties may conclude additional arrangements relating to specific technical cooperation projects (hereinafter referred to as "project arrangements").

However, each Contracting Party shall remain entirely responsible, in its own country, for the technical cooperation projects. The project arrangements shall define the joint design of the project, namely in particular its objectives, the services to be provided by the Contracting Parties, the tasks and the position, from the organizational point of view, of the persons participating in the project, as well as the timetable for the project.

Article 2

1. The project arrangements may provide for assistance by the Government of the Federal Republic of Germany in the following areas:

- (a) Training, consultation, research and other centres in the United Republic of Cameroon;
- (b) Preparation of plans, designs and appraisals;
- (c) Other areas of cooperation on which the Contracting Parties have agreed.

2. The assistance may be provided

- (a) By sending experts such as supervisors, advisers, specialists, scientific and technical personnel, project assistants and auxiliary personnel; all of the per-

sonnel dispatched on the instruction of the Federal Republic of Germany shall hereinafter be referred to as "dispatched experts";

- (b) By supplying material and equipment (hereinafter referred to as "material");
- (c) By taking on the initial and further training of Cameroonian technical personnel, managers and scientists in the United Republic of Cameroon, in the Federal Republic of Germany or in any other country;
- (d) In any other appropriate manner.

3. The Government of the Federal Republic of Germany shall provide, at its own expense, the following services for the projects involved, unless there are alternative provisions in the project arrangements:

- (a) Remuneration of the dispatched experts;
- (b) Accommodation of the dispatched experts and the members of their families, unless the dispatched experts take on these costs themselves;
- (c) Official travel carried out by the dispatched experts, within and outside the United Republic of Cameroon, for which, following consultation with the Cameroonian Party, the German Party shall have taken the initiative, with the details being agreed between the two Parties;
- (d) Supply of the material referred to in subparagraph (b) of paragraph 2 above;
- (e) Transportation and insurance of the material referred to in subparagraph (b) of paragraph 2 above, except for the duties, taxes and storage fees referred to in subparagraph (b) of article 3 below;
- (f) Initial and further training of Cameroonian technical personnel, managers and scientists, in accordance with the applicable German directives in this area.

4. In the absence of alternative provisions in the project arrangements, the material supplied on the instructions of the Government of the Federal Republic of Germany shall become the property of the United Republic of Cameroon upon its arrival in the United Republic of Cameroon; the material shall be made available to the project in question and to the dispatched experts, in order for them to be able to complete their tasks in accordance with the procedures and instructions to be defined within the project arrangements or specific protocols.

5. The Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the United Republic of Cameroon shall identify, within the project arrangements, the sponsoring bodies and the organizations or services to which they intend to entrust the implementation of the measures provided for within the framework of the project in question. The bodies, organizations or services assigned by the Government of the Federal Republic of Germany shall hereinafter be referred to as "implementing services".

Article 3

The Government of the United Republic of Cameroon shall provide the following services:

(a) It will provide the land and buildings required for the projects to be implemented in the United Republic of Cameroon, and equip the buildings unless the Government of the Federal Republic of Germany supplies such equipment.

(b) It shall exempt the material supplied by the Federal Republic of Germany for the various projects from storage charges arising out of the customs clearance procedure and from all public fees or taxes levied upon the entry of merchandise into the United Republic of Cameroon. For the implementation of these exemptions, all of the material directly involved in the completion of the project shall be noted in lists drawn up in advance and supplied to the competent Cameroonian services. The Government will issue the import licenses for this material free of charge and will ensure that it is cleared through Customs immediately. The exemptions referred to above shall also apply, at the request of the implementing service, to material purchased in the United Republic of Cameroon, provided that the material in question appears on the agreed lists;

(c) It will assume the costs of operation and maintenance relating to the projects in question unless other provisions have been made in the project arrangements;

(d) It will supply at its own expense the Cameroonian experts and auxiliary personnel needed in each case; the project arrangements must include a timetable for this purpose;

(e) It will ensure that the functions of the dispatched experts are taken over as soon as possible by Cameroonian experts. Where such experts are to receive, under the present Agreement, initial or further training in the United Republic of Cameroon, in the Federal Republic of Germany or in any other country, it shall nominate, by agreement with the German overseas mission or with the experts appointed by it, promptly enough and in sufficient numbers, candidates intended to receive this initial or further training. It shall nominate only candidates who have given it an undertaking that after completion of their initial or further training they will continue their activities on the project in question for as long as is needed to ensure its conclusion.

When a Cameroonian expert is recalled, the Government of the United Republic of Cameroon will ensure sufficiently early that the Government of the Federal Republic of Germany is informed thereof as quickly as possible. The Government of the United Republic of Cameroon will replace a recalled expert as quickly as possible;

(f) It shall issue diploma equivalences to the students who have received initial or further training under the terms of this Agreement;

(g) It shall grant the dispatched experts all necessary support needed for the completion of the tasks which have been assigned to them and shall provide them with all relevant documentation;

(h) It shall ensure that the services necessary to the completion of the projects are provided at the planned times, unless the Government of the Federal Republic of Germany takes responsibility for them, under the terms of the project arrangements;

(i) It shall cover the costs arising out of missions assigned within or outside the United Republic of Cameroon to the dispatched experts in accordance with the applicable Cameroonian regulations;

(j) It shall ensure that all the Cameroonian services involved in the implementation of this Agreement and in the project arrangements are informed, in sufficient time and in detail, of the contents thereof.

Article 4

1. The Government of the Federal Republic of Germany shall ensure that the dispatched experts are instructed:

- (a) To make their best possible contribution, within the framework of the arrangements concluded on their work, to achieving the goals set forth in this Agreement and in the project arrangements;
- (b) Not to involve themselves in the domestic affairs of the United Republic of Cameroon;
- (c) To observe the laws in force in the United Republic of Cameroon and to respect the usages and customs of the country;
- (d) To undertake no paid activity other than that for which they have been engaged;
- (e) To cooperate in a spirit of trust with the official services of the United Republic of Cameroon;
- (f) To maintain professional confidentiality.

2. The Government of the Federal Republic of Germany shall ensure that the approval of the Government of the United Republic of Cameroon is obtained before an expert is dispatched. The implementing service will provide the Government of the United Republic of Cameroon with the curriculum vitae of the expert that it has retained, requesting the Government to give its approval to the dispatch of that expert. If the Government of the United Republic of Cameroon does not communicate its opinion within two months from the date on which it is notified, its approval shall be deemed to be granted.

3. The recall of an expert by the Federal Republic of Germany in the interests of cooperation between the partners, should not occur other than by mutual agreement. However, in the case of grave misconduct the expert may be returned to the service of the Federal Republic of Germany.

Such a step shall be explained in a notification to the German representation in Yaoundé. The reasons for this decision shall be communicated to the latter in the form which the Government of the United Republic of Cameroon considers to be most appropriate. In either case, the Government of the Federal Republic of Germany shall endeavour to make proposals for a replacement as soon as possible.

Article 5

1. The Government of the United Republic of Cameroon shall ensure the protection of the persons and possessions of the dispatched experts as well as the members of the family forming part of their household. In consequence, it shall be liable, in place of the dis-

patched experts, for any damage caused by the latter in relation with the implementation of a task which has been entrusted to them under the present Agreement. In this regard,

- (a) Other than in the event of intentional grave misconduct or gross negligence, any claim against the dispatched experts shall be excluded and no right of reimbursement, on whatever legal basis may be invoked against them by the United Republic of Cameroon;
 - (b) Except in the case of evident violation of the criminal law, the Government of the United Republic of Cameroon shall exempt the persons referred to in the first sentence of this section from any arrest or detention arising out of acts or omissions, including written or spoken words, related to the implementation of a task which has been entrusted to them under the present Agreement. In the event of arrest or detention, the procedures for their release shall be established by consultation between the Governments of the United Republic of Cameroon and the Federal Republic of Germany;
 - (c) It shall grant the dispatched experts free entry into and exit from Cameroon at all times.
2. The Government of the United Republic of Cameroon
- (a) Shall not levy any taxes or other public charges on the emoluments which are drawn upon funds of the Government of the Federal Republic of Germany and paid to the dispatched experts for services rendered under the present Agreement. The same shall apply to payments made on behalf of the Government of the Federal Republic of Germany to companies entrusted with carrying out measures of assistance under the present Agreement;
 - (b) Shall authorize the persons referred to in the first sentence of paragraph 1 above to import and export, with exemption from customs duties and taxes and without providing security, for the duration of their stay, articles intended for their personal use, which may also include, for each household, one motor vehicle, one domestic refrigerator, one deep freezer, one washing machine, one cooker, one radio, one record player, one tape recorder, one television set and common electrical appliances, and, for each individual, one air conditioner, one heater and one set of photographic and cinematographic equipment. The duration of the period of exemption shall be six months, starting from the date of firm engagement of the dispatched expert. Import and export of replacement items, free of customs duties and fees and without payment of a security deposit, shall also be authorized upon request with explanations from the dispatched expert, if the imported objects have become unusable or have disappeared.
 - (c) Shall authorize the persons referred to in the first sentence of paragraph 1 above to import, for purposes of their personal needs, medicines, food products, drinks and other consumer articles; all of these products shall be subject to import duties and taxes;

- (d) Shall issue to the persons referred to in the first sentence of paragraph 1 above, free of charge and without a security deposit, the visas and necessary working and residence permits.

Article 6

This Agreement shall also apply to technical cooperation projects between the Contracting Parties already in progress when the Agreement enters into force.

Article 7

This Agreement shall also apply to Land Berlin, provided that the Government of the Federal Republic of Germany does not make a contrary declaration to the Government of the United Republic of Cameroon within three months after its entry into force.

Article 8

1. This Agreement shall enter into force on the date on which the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the United Republic of Cameroon have informed one another that within their respective domestic contexts the conditions necessary for the entry into force of the Agreement have been fulfilled.

2. This Agreement shall be concluded for a period of five years. It shall then be extended from year to year, unless it is denounced in writing by either Contracting Party three months prior to the expiry of any such period.

3. After this Agreement expires, technical cooperation projects already begun shall remain subject to its provisions until they are completed.

4. With the entry into force of this Agreement, the Agreement on economic and technical cooperation of 29 June 1962 shall be cancelled.

Done at Yaoundé on 19 July 1980 in duplicate in the French and German languages, each of the texts being equally authentic.

For the Government of the United Republic of Cameroon:

For the Government of the Federal Republic of Germany:

UNITED
NATIONS

TREATY
SERIES

Volume
2348

2005

I. Nos.
42076-42126

RECUEIL
DES
TRAITÉS

NATIONS
UNIES

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

تُكس الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعمل عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

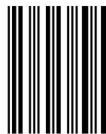
COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o dirijase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

ISBN 978-92-1-900368-2



54500



9 789219 003682

Printed in U.S.A.
07-48897—February 2009—1,150
ISSN 0379-8267